



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°462 (5 JUILLET 2026)

CHANGEMENT D'ÉPOQUE EN ALLEMAGNE ET POURQUOI LA GUERRE NE
PAIE PLUS

CHANGEMENT D'ÉPOQUE EN ALLEMAGNE

Introduction

Philippe Meyer :

En février 2022, après l'attaque russe en Ukraine, le chancelier social-démocrate de l'époque, Olaf Scholz, déclarait devant le Bundestag que « *février 2022 marquait un changement d'époque (Zeitenwende) dans l'histoire de notre continent* ». Quelques mois plus tard, les députés adoptaient la création d'un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour moderniser la Bundeswehr. Cette dynamique s'est poursuivie et même accentuée avec l'arrivée au pouvoir du chrétien démocrate Friedrich Merz. En mars 2025, il a fait voter par le Bundestag l'exemption des dépenses sécuritaires du sacro-saint frein à la dette, puis, en décembre, une loi sur la modernisation du service militaire. Trente-cinq ans après la réunification, le réarmement pourrait faire du pays une puissance d'équilibre dans un espace européen sous haute tension, affirme le géographe Boris Grésillon, dans une tribune au *Monde*.

Si jusqu'à présent l'armée allemande s'en remettait aux recommandations de l'OTAN, le ministre de la Défense allemand, Boris Pistorius a présenté, le 22 avril dernier, un budget en hausse constante, qui s'élève à plus de 108 milliards en 2026, et, pour la Bundeswehr qui compte actuellement 185.000 soldats d'active, un plan en trois étapes, D'abord, un renforcement des effectifs « rapide et de grande envergure » jusqu'en 2029, notamment grâce à un nouveau service militaire « *attractif et porteur de sens* ». Puis une deuxième phase jusqu'en 2035, marquée par une augmentation « significative » des capacités dans tous les domaines (terrestre, aérien, maritime, cyber, espace), à l'issue de laquelle, assurent les autorités, « *l'objectif de 460.000 soldats prêts au combat sera atteint,*

avec 260.000 militaires d'active et 200.000 réservistes ». Enfin, à l'horizon 2039 et au-delà, une projection vers une « *Bundeswehr du futur* », dans laquelle seront intégrées les « *innovations militaires de demain* ». Cette « *conception générale de la défense militaire* » traduit en actes la prise de conscience du changement d'époque née de l'attaque de l'Ukraine et concrétise la renonciation au pacifisme consubstantiel, depuis 1949, à la démocratie allemande. La Russie y est qualifiée de menace la plus importante et la plus immédiate pour la sécurité allemande, européenne et transatlantique ; elle prend acte du pivot américain vers l'Indopacifique et de la nécessaire montée en puissance des Européens au sein de l'Alliance atlantique ; elle tire les enseignements des transformations de la guerre constatées en Ukraine, au Proche et au Moyen-Orient.

Zeitenwende, donc, d'abord militaire, puis budgétaire et maintenant social avec le soutien du gouvernement allemand aux travaux d'une commission prônant une hausse progressive de l'âge légal de départ en retraite au-delà des 67 ans, indexée sur l'espérance de vie, dans un pays confronté au vieillissement démographique.

Kontildondit

Antoine Foucher :

Je voudrais faire trois remarques : sur le mot lui-même, sur son contenu, puis sur ce qu'il dit de la résilience actuelle de l'Allemagne. D'abord, le mot. On peut envier aux Allemands la qualité de leur débat démocratique, médiatique et politique. En France, nous n'avons pas de débat équivalent sur un changement d'époque. Je parle sous le contrôle de Michaela, mais il faut comprendre que « *Zeitenwende* » n'est pas un terme employé à tort et à travers tous les cinq ou dix ans. Il désigne des ruptures historiques comme 1806, 1945 ou 1989. Une « *Zeitenwende* » ne se produit qu'une ou deux fois par siècle. C'est un débat structurant, qui touche jusqu'à l'identité allemande. Cette capacité à mener un débat d'une telle profondeur dit déjà quelque chose de la vitalité de la démocratie allemande.

Ensuite, le contenu. Vous l'avez rappelé, Olaf Scholz a employé ce mot trois jours après l'invasion de l'Ukraine, lors d'une séance exceptionnelle du Bundestag, un dimanche, dans une atmosphère très solennelle. À l'origine, il s'agissait de la Défense, mais le changement d'époque est bien plus profond. Pour les Allemands, c'est tout leur modèle de développement depuis 1945, ou depuis 1989, qu'il faut remettre en cause. Le bouleversement est à la fois économique et militaire. Leur modèle reposait sur une industrie exportatrice alimentée par une énergie bon marché. Or ils ont perdu les deux piliers : leurs débouchés en Chine sont désormais largement menacés, tandis que l'énergie russe bon marché a disparu et a dû être remplacée par du GNL américain. Une récente note du Haut-Commissariat au Plan, intitulée « *comment faire face au rouleau compresseur chinois* », estimait que 60 % des capacités industrielles allemandes étaient menacées par la puissance industrielle chinoise. Les

Allemands n'ont pas contesté ce diagnostic.

Ils font aujourd'hui preuve d'une remarquable capacité d'adaptation. Rien n'est encore définitivement arrêté, mais ils changent de stratégie. Il y a quelques semaines, à Bruxelles, ils ont assumé pour la première fois une préférence européenne, ce qui aurait été *inimaginable* un an plus tôt. Ils cherchent à préserver des débouchés pour leur industrie. Le débat oppose encore les grandes entreprises et le Mittelstand, mais Friedrich Merz a pris conscience que l'industrie allemande n'était plus dominante à l'échelle mondiale. Elle doit rattraper son retard technologique sur la Chine, investir davantage dans la recherche et le développement, protéger partiellement le marché européen tout en maintenant les meilleures relations possibles avec Pékin. Il n'est plus question de poursuivre le modèle qui a permis à l'Allemagne d'accumuler près de 250 milliards d'euros d'excédent commercial annuel pendant une vingtaine d'années. Sur le plan militaire, la rupture est tout aussi profonde. Depuis 1945, la sécurité de l'Allemagne reposait sur les États-Unis, tandis que Berlin privilégiait le dialogue et le commerce avec la Russie. Désormais, la Russie est désignée comme l'ennemi numéro un, et les Allemands assument l'objectif de construire la première armée conventionnelle d'Europe. En 2030, leur budget militaire atteindrait 153 milliards d'euros, soit environ le double du budget français. En réalité, l'écart serait même de deux à trois fois, puisque le budget français comprend la dissuasion nucléaire et les pensions militaires. Cela soulève évidemment des questions d'équilibre en Europe, mais il faut mesurer ce que représente, dans la psyché allemande, la décision d'assumer directement une part majeure de la défense du continent après deux générations durant lesquelles cette responsabilité avait été largement déléguée aux États-Unis. Ma troisième remarque relève davantage de l'interprétation. Il est difficile de ne pas être admiratif de la manière dont l'Allemagne a traversé deux chocs historiques qui resteront dans les livres d'histoire, sans se diviser, sans éclater, sans risquer la guerre civile. Le premier fut la réunification. C'était un choc

économique et social considérable : absorber 16 millions d'Allemands de l'Est, qui avaient vécu cinquante ans dans un autre système et avec un niveau de vie très différent, tout en acceptant définitivement la ligne Oder-Neisse. Peu de pays auraient été capables d'un tel effort. En une vingtaine d'années, l'Allemagne est redevenue la première puissance économique d'Europe. Aujourd'hui, elle affronte un second choc d'une violence comparable : son modèle économique, son modèle de défense et, au fond, une partie de son identité sont remis en cause. On ignore encore comment ce débat aboutira, mais la qualité du débat démocratique, la capacité d'absorption de ces bouleversements et la faculté d'adaptation de l'Allemagne peuvent rassurer sur son rôle de facteur de stabilité en Europe.

Nicolas Baverez :

Cette *Zeitenwende* s'explique par une transformation complète, à la fois du modèle allemand et de la position de l'Europe. Le modèle allemand reposait sur une énergie russe à faible coût, des exportations vers la Chine et les États-Unis. Tout cela a disparu. L'accès au gaz russe, qui constituait une erreur stratégique majeure de la politique de Mme Merkel, est terminé. L'Allemagne affiche désormais un déficit commercial de près de 100 milliards d'euros avec la Chine. Quant aux États-Unis, censés être le grand protecteur, ils sont devenus un prédateur ou, à tout le moins, un allié peu fiable. Donald Trump cible d'ailleurs explicitement l'Allemagne en retirant des troupes et du matériel militaire, qu'il s'agisse d'hélicoptères ou d'avions de combat.

Il ne faut pas non plus surestimer la stabilité politique allemande. Sans donner de leçons à la France avec le Rassemblement national, l'Allemagne est soumise à une très forte pression de l'AfD, aujourd'hui première force politique dans les sondages. Enfin, au-delà des facteurs propres à l'Allemagne, c'est tout le paradigme européen qui s'est effondré. L'idée que la paix pouvait être assurée par le commerce et le droit, que la puissance militaire pouvait être dissociée de la

puissance économique, a volé en éclats depuis 2022. L'Europe conserve des atouts, mais elle est confrontée à la menace existentielle de la Russie, à la pression des États-Unis sur sa sécurité, à la concurrence économique de la Chine, aux ambitions d'Erdogan et de la Turquie, tandis qu'une partie du Sud continue de la considérer comme l'héritière des anciennes puissances coloniales. Mais contrairement à la France, l'Allemagne a montré qu'elle savait se réformer. Elle l'avait déjà fait avec l'Agenda 2010 de Gerhard Schröder. Il ne faut pas oublier que les succès attribués à l'ère Merkel reposaient largement sur ces réformes. En revanche, le bilan de Mme Merkel est calamiteux sur l'énergie, avec la sortie du nucléaire, sur l'immigration et sur la relation avec la Russie. Les débuts de Friedrich Merz ont été très décevants. Ce qui se joue aujourd'hui est décisif, car s'il échoue, l'AfD pourrait arriver au pouvoir. Malgré ce retard, quelque chose d'important est désormais engagé sur trois fronts.

Le premier est économique. L'Allemagne va investir plus de 500 milliards d'euros et finance cet effort par un recours massif à la dette, tout en réformant son État-providence. C'est un point essentiel, que la France n'a jamais réussi à mener à bien. La réforme des retraites en est l'illustration : elle prévoit un ajustement automatique de l'âge légal, fixé aujourd'hui à 67 ans, en fonction de l'espérance de vie, une convergence entre les régimes du secteur privé, des indépendants et du secteur public, ainsi que la création d'un fonds obligatoire de capitalisation alimenté à hauteur de 2 % des rémunérations.

Le deuxième front est celui de la défense. En 2026, le budget militaire allemand atteint 108 milliards d'euros, contre 57 milliards pour la France. L'écart, déjà de un à deux, pourrait bientôt atteindre un à trois. Deux questions se posent.

D'abord, l'Allemagne réarme essentiellement avec du matériel américain. L'abandon du SCAF constitue à cet égard un problème majeur. L'achat des F-35, des hélicoptères Chinook ou des avions de surveillance maritime Poseidon renforce encore cette dépendance. Un F-35 ne décolle pas sans le code source fourni par les États-Unis, et ses plans de vol sont élaborés par les Américains.

Ensuite, il reste à savoir si l'Allemagne sera capable de reconstruire une armée moderne. Avec les moyens financiers engagés, elle y parviendra probablement, mais une question demeure : les Allemands sont-ils prêts à se battre ?

Aujourd'hui, l'armée peine à recruter et rien n'indique encore que la société allemande ait profondément évolué sur ce point.

Le troisième enjeu est européen. L'Allemagne défend désormais une préférence européenne, mais elle agit d'abord pour ses propres intérêts. Elle est devenue, d'une certaine manière, gaullienne : elle se réforme et se réarme pour elle-même, avant de le faire pour l'Europe. Dans le même temps, la France, affaiblie par sa situation financière et politique, est marginalisée. Berlin privilégie désormais ses accords avec l'Italie de Giorgia Meloni pour faire avancer les dossiers industriels, réglementaires et migratoires. Une Allemagne redevenue pleinement souveraine, et plus nationaliste, devrait être contrebalancée par une France forte. Plus la France est faible, surendettée, impuissante et mal gouvernée, plus l'Allemagne risque, elle aussi, de dériver.

Marc-Olivier Padis :

Antoine et Nicolas ont bien montré à quel point les représentations allemandes sont déstabilisées. Ce qui est particulièrement frappant, c'est la remise en cause du paradigme européen. Les Allemands voyaient une convergence naturelle entre l'approfondissement de leur démocratie, la stabilité internationale, la sécurité collective, leur statut de puissance commerciale pacifique et un ordre mondial fondé sur la négociation, le dialogue et les échanges. Tout cela est aujourd'hui remis en cause. On comprend donc pourquoi il leur est si difficile de changer de représentation, alors que ce modèle leur a apporté de grands bénéfices.

Les Français, avec leur tradition gaullienne et une armée habituée à intervenir à l'extérieur, ont une représentation différente. Le retour de rapports de force plus brutaux leur est moins étranger. On observe néanmoins un véritable changement

de discours en Allemagne, avec une continuité entre Olaf Scholz et Friedrich Merz. La grande coalition l'explique en partie, mais cette continuité reste significative. Toute la population ne suit cependant pas ce tournant. Une partie de l'électorat du SPD demeure attachée au paradigme pacifiste et anti-américain. De nombreux électeurs de l'AfD ou du mouvement de Sarah Wagenknecht, souvent pro-russe ou, à tout le moins, anti-américain, restent eux aussi réticents à cette évolution.

La prise de conscience du désengagement américain est également difficile. La perspective d'une sortie des États-Unis de l'OTAN remettrait en cause tout le système de défense évoqué par Nicolas, ainsi que le rôle des importantes bases américaines installées en Allemagne, qui servent non seulement à la défense de l'Europe mais aussi aux opérations américaines vers l'Afrique. C'est donc tout un modèle de sécurité qui est remis en question. Je partage d'ailleurs les interrogations de Nicolas sur l'objectif affiché de construire la première armée conventionnelle d'Europe. Les investissements sont bien là, avec une stratégie consistant à développer l'industrie de défense pour compenser les difficultés de secteurs comme l'automobile ou la machine-outil, confrontés au recul des exportations vers la Chine et à la concurrence chinoise. Mais investir dans des équipements ne suffit pas à bâtir une armée opérationnelle.

La véritable question est celle de la culture stratégique. L'Allemagne disposera-t-elle des ressources humaines nécessaires ? Son armée parviendra-t-elle à recruter ? La société allemande, longtemps imprégnée de l'idée que le commerce et la diplomatie suffisaient à garantir la paix, est aujourd'hui confrontée à un changement profond. Reste à savoir si l'industrie de défense pourra réellement prendre le relais de cet ancien modèle. Sur ce point, la France et le Royaume-Uni disposent d'une expérience militaire extérieure que l'Allemagne n'a plus. Se pose aussi la question de la coopération européenne. L'abandon du SCAF ne m'a pas beaucoup surpris. Comme on dit, celui qui paie les musiciens choisit la musique. Les Français n'ayant plus les mêmes capacités d'investissement, ils ne peuvent

pas dicter aux Allemands leurs choix industriels. Il est logique que ces sommes considérables profitent d'abord aux industriels allemands.

Beaucoup de questions restent donc ouvertes. L'Allemagne est encore loin de disposer d'une armée pleinement opérationnelle. Le débat, dont Antoine a souligné à juste titre la qualité, est loin d'être terminé et se poursuivra encore longtemps. Enfin, il faudra suivre avec attention l'élection régionale du 6 septembre dans le Land de Saxe-Anhalt, où l'AfD pourrait, pour la première fois, obtenir une majorité au Parlement régional. Ce sera un rendez-vous politique important.

Michaela Wiegel :

Après les brillants exposés d'Antoine, Nicolas et Marc-Olivier, il est difficile d'apporter un regard entièrement nouveau. Pourtant, cette nouvelle orientation de l'Allemagne est très riche d'enseignements. Le premier concerne le volet militaire. Il ne faut pas oublier que ces dépenses supplémentaires ont été votées avant même l'installation du nouveau Bundestag, avec les voix des Verts. C'est remarquable, car ce parti incarne plus que tout autre le pacifisme allemand. Je rejoins Antoine : le débat démocratique sur ces questions est d'une grande maturité. Cela ne signifie évidemment pas que tout le monde adhère à cette stratégie, notamment à l'objectif affiché de construire la plus grande armée conventionnelle d'Europe. La présidente des Verts, Franziska Brantner, a d'ailleurs prononcé un discours remarqué à l'université d'Oxford, dans lequel elle plaidait pour que ces dépenses profitent d'abord aux coopérations industrielles européennes plutôt qu'à des achats américains.

La réalité reste pourtant différente. La stratégie militaire allemande demeure profondément ancrée dans l'OTAN, ce qui est parfois mal compris en France. Contrairement à l'armée française, héritière d'une tradition gaullienne, la Bundeswehr n'a jamais été conçue comme une armée souveraine, mais comme une armée mise à la disposition de l'Alliance atlantique. Tous les officiers ont été

formés dans cet esprit : l'Allemagne n'était pas censée se battre seule, mais toujours dans le cadre de l'OTAN. C'est aussi ce qui explique les procédures qui paraissent si longues vues de France : un mandat d'une organisation internationale, de l'ONU ou de l'Union européenne, ainsi qu'un vote du Bundestag sont nécessaires avant tout engagement militaire. Tout cela découle des choix fondateurs de la Bundeswehr et explique pourquoi l'OTAN demeure aujourd'hui le cadre privilégié de la réflexion stratégique allemande.

Je constate néanmoins, comme l'ambassadeur de France François Delattre, que cette nouvelle Allemagne est très différente de celle de l'ère Merkel. Cette période fut, selon moi, celle du déni. Nous faisons comme si nous ne voyions pas le déséquilibre croissant avec la France et comme si le partage des rôles restait valable : la France assurait la puissance militaire, l'Allemagne la puissance économique et financière. Aujourd'hui, ce déni a disparu. L'Allemagne raisonne désormais d'abord en fonction de ses intérêts nationaux. Les décisions prises privilégient systématiquement les capacités nationales plutôt que les coopérations, notamment avec la France. La Bundeswehr développera ainsi son propre réseau de satellites pour disposer de capacités autonomes de renseignement, tout en restant officiellement partenaire du programme européen IRIS². De même, pour le Combat Cloud, le gouvernement allemand a confié le développement du système à l'entreprise allemande Helsing. Après les difficultés du SCAF, d'autres projets communs sont eux aussi progressivement mis en sommeil.

Cette évolution nationale s'accompagne pourtant d'un lien transatlantique toujours fortement réaffirmé. Malgré les critiques venues de Washington, les insultes, les barrières tarifaires et les tensions, cette relation demeure une référence essentielle. Un geste symbolique l'a illustré : lors du sommet d'Évian, le chancelier Friedrich Merz a offert au président Trump le maillot de l'équipe nationale allemande de football. Ce cadeau pouvait sembler étrange, d'autant que Donald Trump ne joue évidemment pas dans cette équipe et que l'Allemagne

venait d'être éliminée de la compétition. Mais il traduisait, à mes yeux, la permanence de ce réflexe transatlantique, profondément ancré dans les élites allemandes.

On sous-estime également combien l'absence d'impulsion américaine modifie aujourd'hui le rapport de l'Allemagne à l'Union européenne et à la relation franco-allemande. Pendant des décennies, la construction européenne s'est aussi développée sous l'impulsion des États-Unis, qui voyaient dans l'intégration européenne un facteur de paix et de stabilité. Aujourd'hui, cette impulsion a disparu et laisse parfois place à une logique de déconstruction, ce qui déstabilise profondément les élites allemandes.

Enfin, un dernier point concerne les retraites et les finances publiques. Je crains que le déséquilibre entre la France et l'Allemagne soit désormais presque impossible à résorber. Le fait que le SPD et la CDU soient parvenus à s'accorder sur une réforme des retraites intégrant un système de capitalisation, un relèvement de l'âge de départ au-delà de 67 ans et une indexation sur l'espérance de vie creuse encore l'écart. Je vois difficilement comment celui-ci pourrait être comblé, même après une prochaine élection présidentielle française.

POURQUOI LA GUERRE NE PAIE PLUS ?

Introduction

Philippe Meyer :

La signature par le président américain le 17 juin au château de Versailles du protocole d'accord avec l'Iran soulage le commerce mondial, mais met à mal la puissance américaine. Pour la deuxième fois Donald Trump, de guerre lasse, décide d'arrêter les frais face à un adversaire déterminé. La première, c'était en février 2020, lorsque l'accord de Doha avec les Talibans acta le retrait des États-Unis d'Afghanistan. Un accord finalement mis en œuvre à l'été 2021 par l'administration Biden, dans un contexte de débâcle mémorable. Si on voit mal ce que l'Amérique gagne, en revanche les bénéfices de l'accord de Versailles pour Téhéran sont clairs : levée temporaire des sanctions sur l'exportation du pétrole, puis dégel de certains avoirs iraniens à hauteur de dizaines de milliards de dollars. À terme la perspective d'un « *fonds de reconstruction et de développement* » doté de 300 milliards, de l'argent dont on ne sait pas trop d'où il viendrait. À l'heure du mondial de football, le géopolitologue Dominique Moïsi résume l'épisode guerrier de près de 110 jours auquel les présidents américain et iranien ont mis fin (provisoirement ou non) en signant le mémorandum qui suspend les hostilités pour au moins soixante jours : « *Téhéran 1, Washington 0* ».

Dans un conflit asymétrique, le fort perd en ne gagnant pas tandis que le faible gagne en ne perdant pas. La République d'Iran sort donc vainqueur, les États-Unis et Israël perdants. De même, la Russie de Vladimir Poutine se trouve dans une impasse stratégique et éprouve les limites de la force militaire quand elle est mal employée. En Ukraine, les forces russes ont perdu du terrain en mai, pour le

deuxième mois de suite, d'après les analyses de l'*Institute for the Study of War*, un groupe de réflexion américain. Même les zéloteurs du régime reconnaissent qu'il est peu probable que Moscou parvienne à percer les lignes. Vladimir Poutine a dû admettre, le 28 juin, de réels problèmes, comme la pénurie de carburant. On estime que deux tiers des Russes sont désormais favorables à des négociations de paix.

La guerre d'Iran et celle d'Ukraine témoignent des défis rencontrés par l'assaillant en ce XXI^e siècle, à l'heure des drones et du combat asymétrique ultraconnecté. Malgré une supériorité aérienne et une puissance de feu sans rivale, États-Unis et Russie peinent à faire capituler l'adversaire. Ces enseignements sont scrutés à Taipei comme à Pékin. La Chine pourrait en déduire que décidément, l'aventurisme militaire ne paie pas face à un adversaire déterminé qui joue à domicile ... Cela pourrait l'encourager à poursuivre sa patiente stratégie de « strangulation » de l'île démocratique plutôt que de lancer une invasion militaire risquée.

Kontildondit

Nicolas Baverez :

Le XXI^e siècle est bien celui de l'histoire universelle, mais il est tout sauf pacifique et stable. Au début, on croyait vivre dans le siècle de Locke, de la société civile, de la paix perpétuelle de Kant, du libre-échange de Ricardo et de la démocratie de Tocqueville. Depuis les années 2010, nous avons basculé dans le monde de Hobbes et du Léviathan, de Friedrich List et du protectionnisme, de Nietzsche, de la volonté de puissance, et de Max Weber, avec la guerre inexpiable des dieux. Nous sommes désormais dans un système où la paix est devenue exceptionnelle et la guerre omniprésente. Il n'y a jamais eu autant de conflits dans le monde depuis 1945. Les dépenses militaires représentent aujourd'hui 2 % du PIB mondial, contre 1,5 % en 2022. Surtout, les guerres deviennent de plus en plus extrêmes. La violence se libère et les conflits prennent une dimension existentielle : ils visent l'anéantissement de l'adversaire. C'est ce que l'on observe en Ukraine, à Gaza ou encore, dans une certaine mesure, avec l'Iran. Cela explique pourquoi ces guerres sont si difficiles à conclure. On retrouve la formule de Machiavel : on commence la guerre quand on veut, on la termine quand on peut.

Le paradoxe est que la guerre est redevenue centrale, mais qu'elle ne paie plus. Depuis le début du siècle, les exemples s'accumulent. Les États-Unis ont subi une défaite et un retrait humiliant d'Afghanistan le 15 août 2021, après avoir dépensé entre 2.000 et 3.000 milliards de dollars. L'Irak constitue lui aussi un désastre stratégique. Quant à la guerre menée par Donald Trump contre l'Iran, aucun des objectifs affichés n'a été atteint : ni changement de régime, ni contrôle du programme nucléaire, ni des capacités balistiques, ni assèchement du financement des groupes alliés de Téhéran. Le véritable enjeu reste le contrôle du détroit d'Ormuz, qui demeure aujourd'hui un atout pour l'Iran. Si la République

islamique récupérerait les centaines de milliards de dollars évoqués dans les négociations, ce serait un véritable triomphe.

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine est également un désastre stratégique pour la Russie. Les pertes atteindraient près de 1,5 million de morts ou de blessés graves, soit environ 35.000 victimes par mois, pour un pays déjà confronté à une grave crise démographique. À cela s'ajoutent les conséquences économiques, sociales, géopolitiques et même un recul sur le terrain. Le conflit entre l'Inde et le Pakistan, après les frappes aériennes de mai 2025, a lui aussi tourné au désavantage de l'Inde, qui avait pourtant pris l'initiative. Enfin, la France au Sahel a remporté des succès tactiques, mais subi une défaite stratégique qui s'est traduite par son retrait de l'Afrique de l'Ouest.

À l'inverse, la puissance qui prospère aujourd'hui est la Chine. Elle est très offensive, mais sans recourir directement à la guerre. Elle dispose désormais du deuxième budget militaire mondial, d'environ 300 milliards de dollars, et de la première marine du monde. Elle exerce une forte pression en mer de Chine méridionale et autour de Taïwan, mais privilégie jusqu'à présent la menace, voire le blocus, plutôt que l'emploi de la force. Cette stratégie me paraît rationnelle. Le détroit de Taïwan mesure environ 180 kilomètres de large. Avec les drones et l'intelligence artificielle, une tentative de débarquement s'y transformerait probablement en véritable « *kill zone* » pour l'armée chinoise.

J'en tire plusieurs enseignements : la résistance des nations demeure forte ; la défense conserve un avantage sur l'offensive ; les drones jouent un rôle d'égalisation des forces ; enfin, la guerre économique est particulièrement efficace lorsqu'elle s'exerce sur les grands réseaux mondiaux. Tout cela montre qu'il faut réfléchir avec la plus grande prudence avant de recourir à la force armée. Cela montre aussi que les démocraties, et l'Europe en particulier, doivent se doter d'une capacité de dissuasion défensive solide, sans jamais céder à la tentation de l'agression.

Antoine Foucher :

Je voudrais simplement prolonger ce qu'a dit Nicolas en insistant sur un point. Le dénominateur commun de tous ces conflits est l'illusion que la technique et la force peuvent l'emporter sur la culture et l'histoire. Si la guerre ne paie plus, c'est peut-être parce que les agresseurs oublient qu'elle est d'abord un acte politique avant d'être une démonstration de puissance technique. Prenons l'Ukraine.

Comme l'a rappelé Nicolas, c'est un désastre stratégique pour la Russie. Était-il vraiment impossible de l'anticiper ? L'agression repose sur deux erreurs d'analyse historique majeures. La première consistait à croire que les Ukrainiens allaient, comme d'autres peuples européens à d'autres époques, se jeter dans les bras de la Russie. C'était l'inverse : ils étaient engagés dans un mouvement d'occidentalisation et ne voulaient plus appartenir à la sphère d'influence russe. La seconde était de penser que l'Europe, prétendument en déclin moral, sortirait de l'histoire et abandonnerait l'Ukraine. Or les Européens tiennent, même avec un soutien américain plus incertain. Ces deux erreurs d'analyse ne relèvent pas d'un déficit technologique, mais d'une mauvaise compréhension de l'histoire.

On retrouve le même phénomène avec les États-Unis et l'Iran. Les Américains remportent des batailles grâce à leur supériorité technologique, mais pas la guerre. Comme Bernard Hourcade l'a rappelé ici même, l'Iran possède une profondeur historique et stratégique bien plus ancienne que celle des États-Unis. Washington a cru qu'il suffirait de frapper pour provoquer un changement de régime. C'était ignorer l'attachement des Iraniens, même de ceux qui détestent le régime, au nationalisme iranien, l'un des trois « I » décrits par Bernard Hourcade à ce micro. Une agression extérieure a donc eu pour effet de resserrer une partie de la population autour du pouvoir.

Ce que nous observons depuis le début du XXI^e siècle, c'est au fond la revanche de la culture et de l'histoire sur la technique, la technologie et l'intelligence artificielle. Toutes ces innovations permettent peut-être de gagner des batailles, mais elles ne suffisent pas à gagner les guerres, parce que la guerre reste

d'abord une affaire politique, donc historique et culturelle.

Michaela Wiegel :

Je ferais néanmoins une distinction fondamentale entre la guerre en Ukraine et celle que les États-Unis et Israël mènent contre l'Iran. Dans le second cas, la force politique de Donald Trump est de toujours tenter l'impossible. C'est sa méthode, celle d'un dirigeant populiste qui cherche à surprendre. Il l'avait déjà fait au Venezuela, où il avait contribué à débarrasser le pays d'un dirigeant largement rejeté grâce à une opération militaire, alors que beaucoup jugeaient cela impossible. Cette opération avait aussi été préparée par des négociations avec le numéro deux du régime.

En Iran, sous l'influence de Benjamin Netanyahu, il a tenté une guerre sans pertes américaines, en misant exclusivement sur la supériorité aérienne des États-Unis. Il a ainsi montré, pour les stratèges de demain, que la maîtrise des airs, et même des mers, ne suffit pas en l'absence d'une force d'occupation. Or il a renoncé à cette option, l'Iran étant un pays trop vaste. Cela explique le résultat que nous connaissons aujourd'hui, avec un retour à la situation antérieure sur le plan intérieur. Quant au détroit d'Ormuz, on s'oriente désormais vers un système de péage, alors que la circulation y était auparavant libre.

La guerre en Ukraine est d'une autre nature. Si l'on regarde l'art de la guerre, c'est une guerre très classique, avec des chars et des tranchées. On n'est plus dans une logique de supériorité technologique, mais dans une guerre d'usure fondée sur la masse humaine que chaque camp est capable de mobiliser. La Russie fait d'ailleurs appel à des partenaires comme la Corée du Nord, qui envoie des soldats combattre à ses côtés. Ce qui est fascinant, c'est que ni la guerre traditionnelle, fondée sur l'usure, ni la guerre hypertechnologique ne parviennent, jusqu'à présent, à modifier véritablement la situation internationale. C'est sans doute le principal enseignement de ces conflits, et celui qui nous déstabilise le plus.

Marc-Olivier Padis :

Je repartirais d'une idée assez classique chez les théoriciens de la guerre : l'art suprême de la stratégie consiste à contraindre son adversaire sans avoir à recourir à la force. C'est ce que Nicolas soulignait à propos de la Chine. Pour l'instant, elle y parvient, même si les choses se compliqueraient le jour où elle déciderait d'employer la force.

La réciproque est tout aussi vraie : utiliser la force sans parvenir à contraindre son adversaire constitue un échec majeur. Je distinguerais toutefois les conflits actuels en Ukraine et en Iran des échecs américains en Afghanistan et en Irak. Dans ces deux derniers cas, l'opération militaire et l'occupation du terrain avaient réussi. Ce qui a échoué, c'est le *nation building*, autrement dit la tentative de transformer l'Afghanistan ou l'Irak en démocraties sur le modèle occidental. Aujourd'hui, c'est l'efficacité même des opérations militaires qui est mise en échec.

J'en tire trois enseignements. Le premier est que les objectifs politiques ont été mal définis. Une opération militaire doit toujours poursuivre un objectif politique clair. C'est le reproche que l'on peut adresser à Benjamin Netanyahu : les objectifs israéliens à Gaza restent flous, voire inavouables, et semblent en grande partie inatteignables, du moins dans le cadre du droit international et du droit de la guerre. Les objectifs russes en Ukraine étaient eux aussi irréalistes, comme Antoine l'a rappelé. Quant aux États-Unis face à l'Iran, ils n'ont pas davantage défini une stratégie cohérente. Donald Trump a voulu remettre en cause l'accord négocié par Barack Obama pour des raisons essentiellement politiques, au risque d'aboutir finalement à un résultat inférieur à celui obtenu par la diplomatie.

Le deuxième enseignement est l'inadaptation des moyens. Michaela l'a rappelé : vouloir provoquer un changement de régime uniquement par des bombardements aériens ne fonctionne pas. Les États-Unis comme la Russie ont

également affaibli leurs propres armées en procédant à des purges qui ont désorganisé leurs capacités militaires. Aux États-Unis, le secrétaire à la Défense mène des purges idéologiques qui risquent de produire les mêmes effets. Enfin, les Américains ont sous-estimé l'impact des drones sur l'évolution de l'art de la guerre.

Le troisième enseignement est l'impasse du sentiment de supériorité. Donald Trump se voit comme le président américain le plus puissant de l'histoire, voire de l'histoire universelle. Son entourage entretient cette image et nourrit une forme de présomption. Le précédent vénézuélien l'a probablement conforté dans l'idée que l'intervention militaire était facile. On retrouve un phénomène comparable chez Vladimir Poutine, enfermé dans une bulle de pouvoir et progressivement coupé de la réalité, au point que la politique fondée sur le mensonge finit par se retourner contre lui.

Enfin, tous ont sous-estimé leur adversaire. Les Ukrainiens ont démontré une capacité de résistance inattendue. L'Iran a montré qu'il pouvait résister à une offensive militaire, mais aussi mobiliser une autre arme, géographique cette fois : le détroit d'Ormuz. Cette capacité de blocage constitue aujourd'hui un puissant moyen de dissuasion, peut-être plus efficace encore qu'une arme nucléaire. Les dirigeants iraniens en parlaient depuis longtemps ; désormais, cette menace est devenue pleinement crédible et pèsera durablement sur les équilibres stratégiques.